

Le Monde

la vie

Le Monde la vie

HORS-SÉRIE

L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS

De l'âge de pierre à l'ère numérique

AFRIQUE 12,00 € CFA, ALLEMAGNE 14,00 €, AUTRICHE 14,00 €, CANADA 16,95 \$ CAD, DOM 14,00 €, GRANDE-BRETAGNE 12,00 €, GRECE 14,00 €, ITALIE 14,00 €,
LIBAN 29,500,00 LDP, Luxembourg 13,50 €, MAROC 14,00 MAD, PORTUGAL 14,00 €, SUISSE 19,50 CHF, TUNISIE 24 DT.
978-2-36864-405-0.



954 - 251 - F: 12,00 € - RD



C'EST LA CHUTE FINALE DANS L'EMPIRE SOVIÉTIQUE

L'effondrement de l'URSS en 1991, c'est l'histoire de l'écart intenable entre le projet utopique soviétique mis en place par Lénine en 1917 et la révolution souterraine d'une société qui cherche un autre projet.

Boris Eltsine se tient debout sur la tourelle d'un blindé, ce 19 août 1991. Derrière lui, entouré par une foule de civils, le bâtiment de la « Maison blanche » – le Parlement russe – brillamment éclairé. « L'homme sur le char » – comme va bientôt être connue et mondialement diffusée cette photographie – est devenu en quelques heures le symbole de la résistance au coup d'État mené par un groupe de généraux soviétiques, le CEEU, le Comité d'État pour l'état d'urgence. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PCUS et président de l'URSS, a disparu. 360 chars, 42 véhicules blindés, 4000 militaires se dirigent vers le centre de Moscou pour mettre fin à la dislocation de l'Union soviétique. Le mouvement de libéralisation lancé par Mikhaïl Gorbatchev depuis cinq ans semble devoir se terminer dans la répression et le retour à la « glaciation ». Pourtant, moins d'une semaine plus tard, le 24 août 1991, Mikhaïl Gorbatchev a réapparu, a démissionné de son poste de secrétaire général du PCUS (qu'il a appelé à s'autodissoudre), tandis que les généraux du CEEU ont été arrêtés ou se sont suicidés. Boris Eltsine, devenu premier président de la Fédération

Le 19 août 1991, les blindés sont dans Moscou, envoyés par des conservateurs soviétiques hostiles à Mikhaïl Gorbatchev. Boris Eltsine, président de la République de Russie, affiche, debout sur un char, son soutien aux milliers de Moscovites opposés au putsch. Le coup de force échouera, et l'URSS sombrera avec.

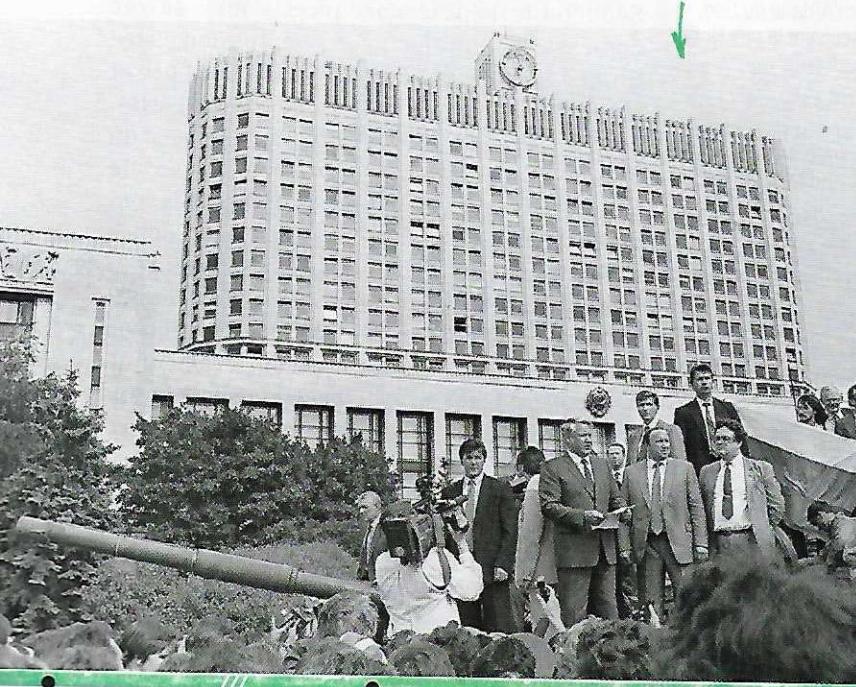
de Russie en décembre, triomphe – mais au milieu des annonces des indépendances des anciennes républiques de l'URSS, qui se succèdent une à une. Devant une opinion mondiale stupéfaite, l'URSS est en train de s'effondrer.

Comment comprendre un tel événement ? Qui a « fait » s'effondrer l'URSS ? Les présidents des États-Unis Ronald Reagan et George H. W. Bush et leur politique militariste ? Le pape Jean Paul II et l'avant-garde des catholiques polonais du syndicat Solidarnosc ? Alexandre Soljenitsyne, Andreï Sakharov et le mouvement des dissidents ? Disons les choses autrement : est-ce l'URSS qui a perdu la guerre froide face aux États-Unis et à l'Occident ? Ou est-ce la société soviétique elle-même qui a fini par congédier l'expérience d'émancipation sociale, économique et géopolitique de « l'utopie au pouvoir » mise en place par Lénine en 1917 ?

Un régime incapable de se réformer

Comme l'explique Andrea Graziosi dans son *Histoire de l'URSS* (Puf, 2010), « il faut restituer 1991 à l'intérieur d'un long processus et se demander ce qui s'est effondré ce jour-là. À bien y regarder, ce sont deux entités qui avaient vu le jour ensemble qui se sont également écroulées ensemble en 1991 : l'État fédéral soviétique et le système socio-économique. » On sait que Mikhaïl Gorbatchev tentera en vain, entre 1985 et 1991, de sauver la structure politique de l'URSS en réformant la société et l'économie, mais il était déjà trop tard. Le projet révolutionnaire soviétique se délitait lentement depuis 1964 et l'éviction du pouvoir de Nikita Khrouchtchev par Leonid Brejnev.

« Disposer d'une cuisine ou de sanitaires individuels était un rêve inaccessible à l'immense majorité des Soviétiques avant l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchtchev », expliquent François-Xavier Nérard et Marie-Pierre Rey dans *l'Atlas historique de la Russie* (Autrement, 2017). Malgré les limites des réformes économiques entre 1953 et 1964, celles-ci amorcent un changement. Et s'accompagnent d'une libéralisation sociale : Alexandre Soljenitsyne peut publier en 1962, dans la revue *Novy Mir*, *Une journée*



1964 Leonid Brejnev secrétaire général du PCUS. Début de la « glaciation » de la société soviétique.

1985 Lancement des réformes de la glasnost et de la perestroïka par Mikhaïl Gorbatchev.

9 nov. 1989 Chute du mur de Berlin. Début des mouvements de sécession des pays de l'Est.

18-24 août 1991 Coup d'État manqué des généraux soviétiques à Moscou.

25 déc. 1991 Démission de Mikhaïl Gorbatchev. Dissolution finale de l'URSS.

Berlin
Chute du mur
le 9 nov. 1989

LITUANIE

ESTONIE

LETTONIE

83% BIELORUSSIE

RDA

Kaliningrad

POLOGNE

TCHÉCOSLOVAQUIE

HONGRIE

ROUMANIE

BULGARIE

MOLDAVIE

70% UKRAINE

GÉORGIE

ARMÉNIE

93% AZERBAÏDJAN

98% TURKMÉNISTAN

94% OUZBEKISTAN

R

S

71% RUSSIE

Vilnius

Minsk

Tallinn

Riga

Kiev

Kichinev

Erevan

Bakou

Achkhabad

Tachkent

Douchanbe

Alma-Ata

Frounze

94% KAZAKHSTAN

96% TADJIKISTAN

96% KIRGHIZISTAN

© LA VIE / LE MONDE
Source : RIA Novosti

d'Ivan Denissovitch, le récit d'une journée d'un prisonnier du goulag. Mais l'arrivée au pouvoir du conservateur Leonid Brejnev en octobre 1964 montre que le système soviétique est incapable de se réformer sur le fond. « M. Khrouchtchev a ouvert les portes et les fenêtres d'une structure pétrifiée. Il laissa entrer de l'air frais et des idées fraîches qui entraînèrent des changements dont nous pouvons déjà voir les effets fondamentaux et irréversibles », analyse le *New York Times* à sa mort en 1971.

Ces « effets fondamentaux et irréversibles » sont ceux d'une société qui, de façon souterraine, est en train d'abandonner le projet soviétique – tandis qu'émerge lentement une classe moyenne (comme dans le reste du monde depuis les grands mouvements de 1968) qui veut changer la donne mais se heurte encore à la « glaciation » soviétique.

Berlin ouvre une brèche vers l'Ouest

De plus jeunes dirigeants s'en rendent compte. Arrivé au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev, 54 ans, tente de sauver l'URSS en libéralisant le régime (la glasnost, « transparence politique », est lancée en 1986) et en réformant l'économie (la politique de la perestroïka, la « restructuration », est mise en place dès 1985). Mais cette politique de consolidation au « centre » – Moscou et la Russie – laisse le champ libre aux mouvements libéraux et nationalistes dans les périphéries de l'URSS (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie...).

Emmanuel Todd repère dès 1976 l'écart devenu intenable entre les mouvements souterrains de la société soviétique et le projet de l'URSS (*la Chute*

finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique

final. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique, Robert Laffont, rééd. 2004). Hélène Carrère d'Encausse analyse en 1978, dans *l'Empire éclaté* (Le Livre de poche, rééd. 1990), les tensions nationales et séparatistes des nationalités. Francis Fukuyama, en février 1989 lors des premières conférences sur sa théorie de la fin de l'Histoire, annonce la chute imminente de l'URSS. Comme l'a bien montré l'historien Pierre Grosser dans 1989. *L'année où le monde a basculé* (Perrin, 2009), la révolution souterraine devient visible en novembre 1989... en RDA. Insistons : en Allemagne de l'Est. C'est le gouvernement d'Erich Honecker qui est obligé, sous la pression de la société, d'ouvrir le Mur depuis son côté est. À partir de ce moment, la chute finale est engagée – avec un dernier sursaut en août 1991 à Moscou. Le 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev démissionne de la présidence de l'URSS et transfère au Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, les codes nucléaires. Sur le Kremlin, le drapeau de l'URSS est remplacé par celui de la Russie. La révolution silencieuse a gagné. ■

Les étapes du démantèlement

De la situation en 1989...

Frontière de l'URSS

République socialiste soviétique

Frontière

Capitale

Démocraties populaires démantelées entre juillet et décembre

... à la fin précipitée de l'État fédéral

Référendum du 17 mars 1991

% Part de la population en faveur du maintien de l'URSS

⊗ Pays ayant boycotté le scrutin

République ayant déclaré son indépendance

Avant août 1991

En août 1991

Après août 1991

PAYS Pays ayant adhéré à la Communauté des États indépendants fin 1991

RENÉ-ÉRIC DAGORN

Historien et géographe, enseignant en géopolitique et relations internationales à Sciences-Po Paris et à l'Euro-American Campus, à Reims.



L'ATLAS 6000 ANS DES 200 D'HISTOIRE DES CARTES EMPIRES



ÉDITION 2019



RUSSIE VLADIMIR POUTINE, LE NOUVEAU TSAR

Le Président russe rêve de redonner à son pays sa grandeur perdue. Pour cela, il réactive la nostalgie de l'époque tsariste comme celle de l'URSS. Son idée du « Monde russe » va bien au-delà des frontières de l'État.

Les frontières ont été bouleversées, les alliances ont bougé, le monde a changé. Mais la culture demeure, qui transcende les époques : impériale ou communiste, la Russie revendique toujours une place à part sur l'échiquier du monde. Un siècle après la révolution bolchevique de 1917, qui donna naissance, sur les décombres de l'Empire russe, à l'URSS, aucune commémoration officielle n'a eu lieu en Russie. Et pour cause : Vladimir Poutine tente aujourd'hui de combiner les deux époques, en les réconciliant sous le vocable du « Monde russe » (*Rousskii Mir*) – le nouvel empire transfrontière forgé par le Kremlin. Toutes les actions du chef de l'État russe, au pouvoir depuis 1999, s'inscrivent dans cette direction. La culture, l'histoire et la religion sont convoquées. Le dernier tsar de Russie, Nicolas II, a

été réhabilité, canonisé en 2008, et ses restes, ainsi que ceux de sa famille, solennellement inhumés à Saint-Pétersbourg. Plusieurs dépouilles de Russes célèbres, ayant fui la révolution bolchevique, ont même été rapatriées, dont celles du grand-duc Nicolas Nikolaïevitch Romanov, chef de l'armée impériale décédé en France, à Antibes.

Un soutien à la diaspora russe

L'appel revisité de la « mère patrie » ne concerne pas seulement ces grands personnages. S'adressant aux ambassadeurs russes réunis en juillet 2012, peu après sa réélection, Vladimir Poutine avait exhorté les diplomates à distribuer des passeports russes aux ressortissants exilés et à leurs familles, qu'il s'agisse des *« anciens citoyens soviétiques, de leurs descendants,*

*Isabelle Mandraud
Journaliste,
correspondante
du Monde
à Moscou.*

Un empire en préparation



ou même de l'Empire russe ». L'importance de la diaspora russe, évaluée à 30 millions de personnes, n'a pas échappé au chef du Kremlin.

L'idéologie communiste disparue, l'Église orthodoxe est devenue un pilier de la nouvelle politique d'opposition à l'Ouest développée par le Kremlin. Pourtant, le conflit avec l'Ukraine, qui a commencé en 2014 avec l'annexion de la Crimée par la Russie, avant d'enflammer le Donbass, a eu aussi des répercussions inattendues. Le 11 octobre 2018, le patriarcat de Constantinople qui siège à Istanbul, avec, à sa tête Bartholomée I^e, considéré comme le « premier parmi ses pairs » dans le monde orthodoxe, a pris la décision de reconnaître l'indépendance de l'Église orthodoxe ukrainienne placée depuis 332 ans sous tutelle russe. Le patriarche de Kiev Philarète, fondateur d'une Église dissidente après la chute de l'URSS et excommunié pour cette raison en 1997 par Moscou, a été rétabli dans ses fonctions, et le décret de 1686 qui avait permis à l'Église orthodoxe russe d'étendre son influence en Ukraine a été aboli. Cette décision, dénoncée comme un acte « schismatique » par l'Église russe, porte un rude coup à cette dernière en Ukraine.

Vladimir Poutine, réélu sans concurrence à la tête de l'État russe en mars 2018, consolide ses rêves de grandeur en exaltant les sentiments de nostalgie et de patriotism présents dans la société russe. Il s'est adjoint pour cela un autre puissant levier. Deux grands

réseaux, Russia Today (RT) et Sputnik, sont désormais diffusés via leur propre chaîne de télévision ou sur Internet dans de nombreuses langues. Ces médias visent notamment les communautés russophones à l'étranger et s'attellent à combattre le *mainstream* des médias occidentaux à grand renfort de caricatures et d'informations tronquées. Le chef du Kremlin n'a déclaré, officiellement, qu'une seule guerre : celle de l'information, derrière laquelle il croit deviner l'origine de toutes les « révoltes de couleur ». Dirigés par Margarita Simonian, ces médias ont été cités dans le cadre de l'enquête sur l'ingérence russe lors de l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis. La Russie a en effet été accusée d'être intervenue dans le but de discréditer la candidate démocrate Hillary Clinton au profit de son adversaire républicain Donald Trump sorti victorieux de l'épreuve. Douze agents russes ont été inculpés aux États-Unis.

Le grand retour des espions

D'autres scandales ont fait revenir les espions russes sur le devant de la scène. En mars 2017, à Salisbury, en Grande-Bretagne, Sergueï Skripal, un ancien agent double, et sa fille Ioulia, auraient été empoisonnés au Novitchok, un agent innervant soviétique, par des agents de la Direction du renseignement militaire russe, le GRU. Le père et la fille ont été sauvés *in extremis* mais le poison, contenu dans une fiole, a provoqué la mort d'une Britannique qui l'avait trouvé dans une poubelle. Cette affaire a donné lieu à un vaste mouvement d'expulsion coordonné de diplomates en Europe et aux États-Unis. Les Pays-Bas, enfin, ont expulsé quatre agents russes pris en flagrant délit de piratage des données de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dont le siège se situe à La Haye. Vladimir Poutine n'a eu de cesse, ces dernières années, de valoriser publiquement le rôle et les missions de ses espions.

Car si le président russe se sert du passé impérial, il ne renie pas sa formation. L'URSS est autant exaltée que l'Empire, et les anciens camarades du KGB sont aux manettes dans tous les secteurs du pays. L'armée, glorifiée dans les défilés du 9 mai, l'est aussi dans la « lutte contre le terrorisme » qui a permis à la Russie, après son intervention militaire en Syrie et son soutien sans faille à Bachar el-Assad, d'opérer un retour spectaculaire sur la scène internationale malgré l'annexion de la Crimée et le conflit à l'est de l'Ukraine.

La Russie d'aujourd'hui n'a certes plus les mêmes contours que l'Empire russe ou l'URSS, mais les ambitions de Moscou pour reconquérir un espace que Vladimir Poutine considère vital face à l'élargissement de l'Otan nourrissent les soupçons sur l'émergence de nouveaux conflits. Les exercices militaires grandeur nature se multiplient. L'étau se resserre pour prendre le contrôle total de la petite mer d'Azov et d'une partie de la mer Noire au large de la Crimée, provoquant de nouveaux heurts, maritimes cette fois, avec l'Ukraine qui voit ainsi plusieurs de ses ports privés de ressources. La formule prononcée en 2005 par le chef du Kremlin sur la disparition de l'URSS, qualifiée de « plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle », est restée gravée. ■

CHINE